



HAL
open science

Population, peuplement et agriculture en Afrique subsaharienne : vers un changement de paradigme

Cathy Chatel, Gwenaëlle Raton

► To cite this version:

Cathy Chatel, Gwenaëlle Raton. Population, peuplement et agriculture en Afrique subsaharienne : vers un changement de paradigme. Espace Populations Sociétés, 2019, 10.4000/eps.8366. hal-02112741

HAL Id: hal-02112741

<https://hal.science/hal-02112741>

Submitted on 26 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Espace populations sociétés

Space populations societies

2018-3 | 2019

Population, peuplement et agriculture en Afrique
subsaharienne

Population, peuplement et agriculture en Afrique subsaharienne : vers un changement de paradigme

Éditorial

*Population, settlement, agriculture in Subsharan Africa: toward a paradigm
shift*

Cathy Chatel et Gwenaëlle Raton



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eps/8366>

ISSN : 2104-3752

Éditeur

Université des Sciences et Technologies de Lille

Ce document vous est offert par Université Paris Diderot - Paris 7



Référence électronique

Cathy Chatel et Gwenaëlle Raton, « Population, peuplement et agriculture en Afrique subsaharienne : vers un changement de paradigme », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2018-3 | 2019, mis en ligne le 30 janvier 2019, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eps/8366>

Ce document a été généré automatiquement le 26 avril 2019.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Population, peuplement et agriculture en Afrique subsaharienne : vers un changement de paradigme

Éditorial

Population, settlement, agriculture in Subsharan Africa: toward a paradigm shift

Cathy Chatel et Gwenaëlle Raton

- 1 En 1998, J.P Raison et A. Dubresson font le constat suivant : « *L'agriculture africaine qui n'a connu ni la révolution verte, ni l'intervention des agro-industries n'en est pas moins capable d'accompagner une croissance démographique exceptionnelle* » [Raison et Dubresson, 1998]. Résolument optimiste, il a été relayé depuis par des travaux récents qui montrent que certains pays de l'Afrique subsaharienne jouissent depuis plusieurs décennies d'une croissance agricole notable [OCDE, CSAO, 2012] et cela dans un contexte de croissance démographique exceptionnelle, avec parmi les plus forts taux de fécondité mondiale. Alors qu'un nombre croissant de travaux illustrent des situations où la production agricole croît plus vite que la croissance démographique [Benoit-Cattin, Dorin, 2012 ; NEPAD, 2009], la relation entre démographie et agriculture en Afrique subsaharienne reste pourtant traitée de manière binaire, opposant une vision « pessimiste » attachée à T. Malthus [1963] à la position « optimiste » d'E. Boserup [1981].
- 2 Invitant ainsi au changement de paradigme, ce numéro d'*Espace populations et sociétés* interroge ces relations complexes entre démographie, peuplement, agriculture et satisfaction des besoins alimentaires. Mettant en lumière une géographie des relations entre agriculture et population en Afrique subsaharienne, il a pour objectif de reconsidérer les articulations entre ses différentes composantes, quelle qu'en soit la temporalité (courte ou longue, synchronique ou diachronique) et les échelles (continent, pays, région, ville, localité). Les articles qui le composent montrent ainsi qu'en centrant

l'analyse sur le peuplement, la population, le disponible alimentaire et la satisfaction des besoins alimentaires, c'est toute la complexité des facteurs politiques, économiques, culturels, qu'ils soient actuels ou hérités, qui est mise en évidence. Ces facteurs affectent la manière dont les habitants exploitent leurs terres afin de subvenir à leurs besoins, tandis que les échelles d'action interfèrent, se renforçant ou au contraire, se contredisant. En privilégiant les comparaisons régionales, les approches quantitatives (encore peu valorisées), mobilisant des données historiques à petite échelle, éclairent ainsi les approches qualitatives, plus courantes. Mais c'est bien au changement de paradigme que les auteurs invitent. En prenant à rebours les discours sur la surpopulation, ils mobilisent des terrains d'étude peu denses ou vierges, ou au contraire très densément peuplés, riches d'enseignement sur le poids de l'action ou l'inaction politique sur les liens environnement/population. En croisant les données agricoles, celles relatives à la satisfaction des besoins alimentaires et l'examen du peuplement, ils renouvellent l'analyse des transformations locales entre ville et campagne. Enfin, l'interprétation des résultats dépasse l'opposition entre les thèses de Malthus et Boserup qui semblait dominer jusque-là, illustrant la complexité des contextes.

I Des agricultures et des hommes. De la mesure statistique aux réalités de l'Afrique subsaharienne

- 3 L'Afrique subsaharienne se caractérise par les lacunes des données capables d'illustrer les changements démographiques et agricoles et la sécurité alimentaire. De plus, l'analyse croisée de ces données sur le temps long, aux échelles nationales ou régionales, pose de nombreuses questions méthodologiques.
- 4 Pour contextualiser leurs travaux, les auteurs de ce numéro introduisent tous ces défis méthodologiques, accentuant tantôt sur la disponibilité de données ou leur fiabilité, tantôt sur la démarche mise en œuvre pour croiser les données, qu'elle concerne le choix de l'échelle d'analyse, ou le niveau d'agrégation acceptable. Ils proposent ainsi un panorama des contradictions relatives à l'usage de ces données et discutent des méthodes d'analyses fiables.
- 5 La validité des données est une préoccupation commune aux chercheurs s'intéressant aux relations entre démographie et production agricole. En ce sens, les statistiques démographiques issues des recensements concentrent les problématiques, notamment du fait du rôle joué par les Etats dans la fabrique des chiffres mais aussi des territoires. Confrontées à la difficulté d'accès aux données démographiques en République du Congo, **Mélanie Favrot et Elisabeth Dorier** analysent les liens entre la qualité des données de recensements successifs et le contexte historique national (période de succession de guerres, périodes d'élection et de revendication ethno-géographiques etc.). Elles montrent, outre la nécessité d'une approche empirique en République du Congo, la manière dont elles la mettent en œuvre, croisant données officielles et officieuses, relevés de terrains et observations sur le temps long.
- 6 Quel que soit le contexte politique, l'enjeu géopolitique de ce type de données se couple aux difficultés de comparaison dans le temps comme dans l'espace. Un grand nombre de problèmes est lié au recoupement de ces différents recensements. Il tient d'une part à l'instabilité du découpage territorial, à tous les niveaux hiérarchiques, qui rend difficile le travail de mise en cohérence d'une base de données. Il tient également au changement de

définition officielle de la population urbaine, qui complexifie le travail d'identification des unités locales [Cambrezy, Sangli, 2001].

- 7 Les auteurs du numéro relèvent ainsi des évolutions démographiques surprenantes aux échelles locales qu'ils parviennent à réévaluer en multipliant les observations de terrains. **Luc Cambrezy et Gabriel Sangli** insistent sur l'absence de correspondance absolue entre découpage des communes et terroirs villageois. Par ailleurs, ils montrent que les statistiques locales, souvent lacunaires, racontent aussi une histoire, celle de recompositions des territoires locaux, par l'installation de groupes migrants, ou la scission d'un village, qu'il est possible d'appréhender par la toponymie. Insistant sur le besoin de réflexion approfondie sur les définitions et concepts associés aux catégories statistiques disponibles, cet article, comme celui d'**Hervé Gazel**, associe la description des configurations spatiales à l'analyse des données de recensement. Particulièrement adapté à l'étude du peuplement, cette démarche se couple, dans le travail d'Hervé Gazel, à la redéfinition des catégories urbaines et rurales, en appliquant une définition unique de l'urbain, où l'agglomération urbaine est une unité bâtie sans discontinuité de plus de 200 mètres entre deux bâtiments et qui compte au minimum 10 000 habitants. La base de données Africapolis qu'il utilise permet de comparer l'ensemble des agglomérations urbaines d'Afrique subsaharienne et de déduire la population rurale vivant dans les autres unités locales [Africapolis, 2009, Moriconi-Ebrard, Giraut, 1991].
- 8 Le choix de la bonne échelle est aussi largement discuté. L'article d'**Augustin Palliere** illustre des précautions à prendre lorsqu'il s'agit de manier et d'analyser ces données démographiques africaines à l'échelle des localités. Si les opérations de lissage des données permettent de garder une certaine fiabilité au niveau national et régional, ce n'est pas le cas aux échelles plus fines où le risque d'erreur d'interprétation est fort. Appliqué au territoire de la Sella Limba au nord de la Sierra Leone, il montre comment le choix de l'échelle du « chiefdom » s'avère appropriée à l'analyse des modalités de reproduction des systèmes agraires et sociaux.
- 9 Si tous les auteurs sont d'accord sur l'impératif d'utiliser les recensements généraux avec précaution, le maniement des données agricoles s'avère plus difficile encore. L'absence de cadastre et de statistiques fiables sur les surfaces et les rendements rend incontournable les relevés de terrains, qu'ils reposent sur des enquêtes qualitatives, sur la cartographie ou la télédétection.
- 10 En effet, les enquêtes agricoles, souvent réalisées sur un échantillon national d'exploitations agricoles dont la taille et la représentativité est limitée, constituent bien souvent la seule source de données quantitatives disponible. En outre, qu'il s'agisse de données démographiques ou agricoles, les recensements ne conviennent pas aux découpages administratifs, rendant l'usage exclusif de ces données quantitatives délicat. Les moyens mis en œuvre pour pallier l'absence de cadastre et de données agricoles fiables sont particulièrement illustrés par les cas d'étude de Koumbia au Burkina Faso (**Luc Cambrezy, Gabriel Sangli**), du couvert végétal du nord Bénin (**Jean Etienne Bidou, Isabelle Droy, Rodrigue Houesse, Catherine Mering**), de l'axe Abdijan-San Pedro en Côte d'Ivoire (**Dabié Nassa, Léopold Akablah**) et de Zinguinchor au Sénégal (**Sécou Omar Diedhiou, Oumar Sy, Christine Margetic**). Et si certains privilégient les outils des systèmes d'informations géographiques telles que la télédétection, ils n'en nécessitent pas moins un travail de terrain conséquent. Finalement, les auteurs montrent que c'est bien la répétition des observations sur le temps long qui permet le renouvellement des paradigmes.

II Population et agriculture évoluent-elles ensemble ?

- 11 La question de l'adéquation entre croissance démographique et croissance agricole dans le temps long est la première abordée dans ce numéro : en Afrique subsaharienne, la production agricole a-t-elle augmenté au rythme de la croissance de la population ? La réalité est complexe car les performances de l'agriculture dépendent de plusieurs facteurs, comme les conflits, les contraintes climatiques, ou encore les choix économiques. En outre, disponibilité alimentaire ne rime pas toujours avec satisfaction des besoins alimentaires [Touzard, Temple, 2012 ; Janin, 2008].
- 12 L'article de **Lala Razafimahefa** [*Les combinaisons originales de trajectoires entre population, situation alimentaire et ressources disponibles*] apporte des éléments de réponse en élaborant les trajectoires d'évolution de trois déterminants (évolution de la population, de la situation alimentaire et des ressources disponibles) pour 49 pays d'Afrique subsaharienne. En mobilisant des sources de données nationales (FAO, Banque Mondiale, ONU) et en mettant en œuvre une démarche quantitative systématisant l'identification des formes possibles de combinaisons de trajectoires d'évolution, des situations types rencontrées en Afrique subsaharienne sont reconnues : celles attendues (qu'elles soient simultanément croissantes ou décroissantes) mais également celles tenant de paradoxes. Cet article semble montrer par ailleurs l'intérêt d'une démarche quantitative diachronique à l'échelle continentale. Aisément critiquable quant aux sources des données (cf. I), ce type d'approche se révèle riche, non seulement pour la vision d'ensemble qui est proposée, mais aussi pour le caractère multidimensionnel du phénomène que l'analyse permet de prendre en compte. En identifiant ainsi différentes formes de coévolution, l'article interroge par ailleurs le rôle des circulations migratoires, des échanges de denrées et du poids de la population agricole.
- 13 Ce type de démarche quantitative reste rare. La composition des réponses de l'appel à articles semble en être l'illustration. Malgré l'ampleur des recherches qualitatives sur ces thématiques, la question de la co-évolution, binaire ou multicritères, reste peu traitée alors qu'elle invite à un autre regard sur le thème des relations population/ environnement. Pourtant, en mettant en évidence les situations nationales ou régionales critiques, la démarche quantitative semble seule à même de justifier de travaux aux échelles plus fines. Au-delà, elle invite à relativiser les discours qui tiennent à la généralisation de situations critiques à l'échelle du continent Africain, que les médias exploitent abondamment. Ils sont d'autant plus dommageables qu'ils ne tiennent pas compte des résultats qui montrent que, par exemple, les pays les plus enclavés, qui sont aussi les plus exposés aux aléas climatiques, connaissent, davantage que les autres, une croissance de la production agricole plus rapide que celle de la population ; ou encore que des gouvernements de pays rentiers se désintéressent de la question agricole, jusqu'à parfois renforcer l'expansion urbaine de mégapoles déjà densément peuplées et la dépendance aux importations agricoles.

III Habiter, prélever des ressources et consommer : les adaptations des formes du peuplement

- 14 Si la croissance démographique a concentré l'attention tant médiatique que scientifique, c'est parce qu'elle suppose un accroissement de la consommation d'espace à double titre : les hommes habitent cet espace et y prélèvent des ressources agricoles. L'analyse des changements d'occupation du sol, appréhendés par la densification du peuplement ou l'extension des zones exploitées, montre que la question du poids démographique sur les espaces agricoles ne se pose pas en termes de surpeuplement mais en termes d'adaptation des formes de peuplement aux opportunités économiques, qu'elles soient locales, régionales, ou provenant d'une économie mondialisée. En ciblant l'Afrique centrale et orientale, l'article d'**Hervé Gazel** [*Le peuplement de l'Afrique centrale et orientale. Logiques héritées et développement urbain actuel*] dresse une géographie des « territoires de peuplement » et révèle des logiques d'habitation successives qui ont pu s'effacer, émerger, se combiner. Son étude sur le temps long, mobilisant analyse de l'occupation agricole, passé migratoire des peuples africains, répartition géographique des grandes familles linguistiques et des populations rurales et urbaines, met en évidence des structures ou organisations du peuplement au socle commun. A partir d'un support cartographique détaillé, cet article montre que chacune des logiques de peuplement décelée (logique de cueilleur-chasseur-pêcheur, logique agro-pastorale, logique de traites et logique coloniale) est inscrite durablement dans l'organisation des territoires.
- 15 En appliquant une définition unique de l'urbain (l'agglomération urbaine), les travaux de l'étude Africapolis, fondés sur la mesure et la localisation de la population urbaine et rurale depuis 1950, signalent que la croissance démographique transforme le visage de l'Afrique subsaharienne, de ses villes, de plus en plus nombreuses, denses et étendues, mais aussi de ses campagnes [Africapolis, 2009]. Ainsi la base de données Africapolis rend compte du peuplement de manière exhaustif : toute la dimension rurale et la population agricole est mise en évidence, prenant à rebours la tendance actuelle.
- 16 Le phénomène d'urbanisation concentre en effet les regards et les politiques publiques depuis des décennies ce qui tend à marginaliser l'observation des dynamiques démographiques rurales. Pourtant, de nouvelles configurations territoriales tendent à rendre obsolète la dichotomie rural/urbain : les périphéries urbaines se densifient et se maillent de réseaux routiers et marchands [Raton, 2013], les relations entre ruraux et urbains s'intensifient et les pratiques se confondent, comme l'illustrent les articles de **Dabié Nassa et Léopold Akablah** sur l'agriculture péri-routière et de **Sécou Omar Diedhiou, Oumar Sy et Christine Margetic** sur l'agriculture urbaine. Autour de cette question du poids démographique des campagnes, c'est tour à tour le poids de l'agriculture, de la population active et de l'urbanité dans la société qui sont questionnés.

IV Renouveler la problématisation des relations population, peuplement et production agricole

- 17 Si les analyses à l'échelle continentale et subcontinentale invitent, par essence, à rappeler les facteurs globaux tels que les politiques agraires, les logiques de peuplement et des systèmes agraires qui jouent dans l'équilibre population/production agricole, les articles

suiuants mettent en évidence un ensemble de facteurs économiques, sociaux, démographiques et culturels, qui agissent depuis l'échelle locale à celle des Etats et qui questionnent les rouages de cet équilibre.

- 18 Cet équilibre population/production supposé est généralement formalisé par l'opposition entre les thèses de Malthus et de Boserup. Pour Malthus, la croissance de la population se traduit irrémédiablement par une pression sur les ressources, une baisse de la fertilité des sols puis de la production agricole « provoquant à terme disettes et/ou exodes ramenant [naturellement] les effectifs de population à des niveaux plus supportables si n'était pas mis en place une politique de régulation volontaire des naissances » [Cambrezy, Sangli]. Pour Boserup, au contraire, la croissance démographique dans le cadre d'une agriculture familiale est le moteur de l'innovation agricole et de l'intensification. Selon Jouve [2006, cité in Cambrezy, Sangli], « la première de ces positions, la plus répandue, celle qui de façon le plus souvent inconsciente s'exprime dans les médias, dans les discours des responsables politiques et même dans les écrits des scientifiques, fait nettement référence à la thèse de Malthus ». Bien qu'anciens, les discours néo-malthusiens trouvent aujourd'hui encore écho dans l'angoisse des européens face à la vague migratoire africaine qui est très souvent, comme l'illustre **Augustin Pallière**, présentée comme le résultat mécanique de « l'explosion démographique » sur le « continent noir ».
- 19 Trois articles proposent ainsi de sortir du paradigme Malthus/Boserup. Considérant ce débat comme n'étant plus en rapport avec les réalités du monde contemporain [Cambrezy Sangli], l'article d'**Augustin Pallière** [Au-delà de Malthus et Boserup : une approche intégrée des transformations des rapports sociaux et des modes d'exploitation du milieu à l'échelle territoriale. Un cas d'étude en Sierra Leone] s'appuie notamment sur les travaux de Jouve et Pollini pour montrer que le binôme Malthus/Boserup constitue un argument de politique agricole. Aujourd'hui perçu comme un enchaînement linéaire (une situation malthusienne succédant à une situation boserupienne), ce débat justifie des politiques agricoles d'intensification qui, loin d'être dommageables en tant que telles, peuvent interférer avec les pratiques locales d'individus, de ménages et de groupes suivant des particularités sociales, écologiques, anthropologiques. Devant la multiplicité des facteurs et des échelles en jeu, le binôme Malthus/Boserup est remis en cause, invitant à une vision plus globale et systémique.
- 20 **Luc Cambrezy et Gabriel Sangli** quant à eux, associent l'évolution démographique à des marqueurs territoriaux relevés dans la commune de Koumbia, au Burkina Faso, où sont confrontées des données telles que les recensements de la population, une cartographie des villages administratifs, des analyses issues de la base de données d'occupation des terres, de télédétection et d'entretiens.
- 21 La population de Koumbia a été multipliée par 6 en 30 ans (1975-2006) du fait de la transition démographique et de l'immigration qui a suivi l'introduction de la culture du coton dans les années 1960. « Face à l'alternative de l'exode vers les villes, on observe deux processus classiques pour répondre et s'adapter à l'accroissement de la population en milieu rural : la migration vers des régions moins peuplées [dont témoignent l'émergence de nouveaux villages], et la colonisation de nouveaux espaces de culture », « favorisée par l'adoption généralisée de la culture attelée ». Ces deux mouvements géographiques s'illustrent dans les formes de peuplement propres aux groupes ethniques. Les bwa, qui sont les « autochtones » et donc les maîtres du foncier, ont une stratégie d'occupation du territoire spécifique : ils se regroupent dans les villages répartis au sein de la commune. Au contraire, les allochtones dépendent des décisions du chef de village pour accéder à la terre. Ainsi, le peuplement

mossi ou peuhl se disperse au milieu des terres, en concessions regroupant plusieurs ménages et plus ou moins éloignés des villages bwa. A Koumbia, l'équilibre population/production se maintient mais la rapide progression démographique modifie le mode d'occupation du territoire, la surface exploitée, la distribution de l'habitat et les rapports entre les ethnies et au sein des familles.

- 22 Dans une approche plus centrée sur les ressources, **Bidou et al. (Jean Etienne Bidou, Isabelle Droy, Rodrigue Houesse, Catherine Mering)** analysent les interactions entre les modifications environnementales, les modes d'exploitation agricole et les changements des rapports sociaux au Nord du Bénin. En confrontant chiffres de population, indicateurs de pauvreté (dont la malnutrition infantile) et occupation du sol relevée par télédétection, ils observent d'une part, une reprise de la déforestation depuis 2012 qui, bien que moindre qu'à l'époque du coton (dans les années 1980), s'étend cette fois sur des aires protégées et, d'autre part, une augmentation de la pauvreté. Les auteurs illustrent ainsi un cumul d'inégalités et montrent des liens entre dégradations de la couverture végétale et accès au foncier. L'introduction du coton a notamment remis en cause la répartition des fonctions socio-économiques et des usages du sol entre ces groupes. *« Les inégalités de statut individuel, familial et lignager marquant les sociétés villageoises s'amplifient. Il est possible que l'éviction totale ou partielle d'une frange de la population vers des professions non agricoles ou vers l'émigration temporaire ou définitive soit une raison de la modération de la dégradation de la couverture végétale dans les espaces agricoles ».*
- 23 Ce travail est appuyé par l'analyse des inégalités intrafamiliales de genre qui accroissent les charges des femmes. Les auteurs font en ce sens écho aux travaux de Dury et Ibocoum [2012] illustrant de liens entre importance des transferts monétaires au sein du ménage et diversité alimentaire avec ses effets positifs sur la nutrition. Mais ils vont plus loin en décrivant comment la diminution de la solidarité entre époux, le progrès de l'indépendance financière de la femme peuvent tendre à une précarisation de la femme, avec des effets négatifs sur la redistribution intrafamiliale. La rupture des familles lignagères et l'insertion des unités domestiques dans l'économie marchande sont tout autant de facteurs entrant en compte dans la sécurité alimentaire.
- 24 Les déséquilibres de la famille, de la société et de l'Etat sont aussi, pour **Augustin Pallière**, autant de conditions pour qu'un nouveau conflit éclate en Sierra Leone : l'article est un avertissement face aux déséquilibres actuels, qui rappellent ceux qui ont embrasé le pays pendant près de 10 années, entre 1991 et 2002. Ces déséquilibres accumulés au cours de la seconde moitié du 20^e siècle sont identifiés à partir d'entretiens nombreux réalisés dans le chiefdom de la Sella Limba et éclairés par l'analyse de l'évolution de l'occupation du sol de la région, ainsi que des événements politiques et économiques qui ont marqué l'histoire du pays. Pour changer de paradigme, l'auteur s'appuie sur une analyse temporelle. De prime abord, elle illustre l'existence de phases successives que l'on pourrait qualifier de conformes au modèle Malthus/ Boserup. *« Dans un contexte de croissance démographique soutenue, se succèderaient une phase de développement boserupien dans les années 50, avec l'adoption de la riziculture inondée dans les bas-fonds, et une phase de crise malthusienne à partir des années 80, avec le recul des friches arborées sur les terres pluviales au profit d'une savane herbeuse et la chute de la fertilité ».* Néanmoins, l'auteur va au-delà de cette vision jusqu'à lors dominante, montrant que le modèle Malthus/ Boserup masque des facteurs d'explication exogènes qui ont des conséquences particulières dans la région étudiée. L'exploitation des mines puis du tabac, permettant alors l'importation de riz, a assuré une sécurité alimentaire alors que le système productif se maintenait malgré des

dégradations environnementales et une déstructuration sociale et familiale. Avec la guerre, ce système est mis à mal alors que l'agriculture, quelque peu délaissée, ne peut faire face. Aujourd'hui, l'histoire semble ainsi se répéter. L'auteur observe en effet « une surpopulation relative », c'est à dire « *une population existante privée des ressources qui lui ont permis de croître jusqu'à son état présent* ». Or, cette surpopulation relative n'est pas le fait d'une démographie galopante, de sociétés impuissantes ou d'une agriculture médiocre mais elle s'explique par des politiques qui ne tirent pas de leçon des erreurs d'hier. Dans la région étudiée, l'Etat privilégie les exploitations capitalistes qui développent cette fois la monoculture de canne à sucre au détriment d'une agriculture vivrière. L'article met en évidence le rôle délibéré des Etats et des politiques économiques libérales globales dans le déséquilibre population/production et l'insécurité alimentaire.

- 25 Les équilibres sont donc fragiles. Ils sont le résultat d'une myriade de facteurs relatifs à différentes échelles en interaction. Dès lors, il s'agit d'observer les résultats de ces interactions, où comment les sociétés trouvent ou non des solutions pour assurer leur maintien, alors que les conditions de leur reproduction sont en mouvement.

V. La résilience des sociétés face aux modifications des équilibres entre population, peuplement, agriculture et environnement

- 26 Les réponses des sociétés face aux modifications de leur environnement et de l'équilibre entre la population, ses modes d'occupation, les ressources disponibles et les modes de production agraires sont au cœur de ce numéro. Quatre articles questionnent ainsi la résilience des sociétés face à des changements internes (comme la croissance démographique naturelle) et à des pressions externes (comme l'introduction de nouveaux acteurs économiques, de nouvelles formes d'exploitation du sol ou des modes innovants de production agricole) qui ont des conséquences anthropologiques profondes sur les modes de consommer, l'activité des ménages, les structures familiales, les rapports sociaux et familiaux. L'originalité de ces contributions est qu'elles abordent la question du lien ressources humaines /environnement par la notion de résilience, résilience qui est mesurée par la capacité des groupes à assurer leur sécurité alimentaire de l'échelle locale à celle d'un pays.
- 27 Pour se faire, le recours à la comparaison entre régions est plus qu'éclairante. **Gastineau et al. (Bénédicte Gastineau, Valérie Golaz, Stéphanie Dos Santos)** comparent le Vakinankaratra, région la plus peuplée de l'île de Madagascar (densité moyenne supérieure à 100 habitants/km²) et le county de Kisii sur les hautes terres kenyanes qui affiche des densités rurales parmi « *les plus élevées du monde* », avec 1010 habitants/km² en moyenne.
- 28 A partir d'une comparaison de l'évolution démographique, des trajectoires de migration et de mobilité, de l'activité des ménages, des règles d'héritage et de la structure familiale, l'article montrent « *comment, par des transformations sociales, économiques et démographiques, des sociétés s'accommodent au fil du temps de densités fortes et toujours croissantes sans avoir l'émigration comme premier recours* ». Le dénominateur de cette résilience est « un fort attachement territorial » d'une « population enracinée ».
- 29 Dans la région de Vakinankaratra, une mobilité de faible distance, des arrangements matrimoniaux et une flexibilité des règles d'héritage ont permis de s'adapter à la pénurie

de terres toujours plus fragmentées au gré des héritages et de limiter les migrations définitives. Les ménages s'autonomisent. Ils vont vivre là où ils ont accès à la terre : dans le village de l'épouse lorsque la terre de l'époux ne suffit pas, ou alors en ville, alors que les villes secondaires s'industrialisent et deviennent de plus en plus attractives. Le ménage a ainsi « un pied en ville et un pied au village » [Chaleard, Dubresson 1989] et parvient à consommer les produits de leur terre.

- 30 Au Kenya, la fragmentation des terres se solde aussi par une émigration de proximité si cela est possible, ainsi que par l'intensification de l'agriculture. Cependant, la diversification économique et des transformations familiales permettent également un maintien de la population en milieu rural. Pour faire face au manque de terre, ces transformations s'accompagnent néanmoins d'une précarisation des femmes et des enfants alors que les mariages sont de moins en moins formalisés.
- 31 Ainsi, les groupes sociaux, « *les familles, les individus composent avec la densification* » et s'adaptent « *aux pressions ou normes endogènes, notamment en réinventant de nouvelles normes sociales ou économiques* ». Les auteures renouvellent le paradigme en invitant à réfléchir à « *l'intimité qui existe entre la gestion des ressources naturelles et les formes d'organisation sociale et familiale* ».
- 32 L'article de Favrot et Dorier montre un cas opposé au précédent. Le sous-peuplement [Sautter, 1966] semble expliquer encore aujourd'hui la faible résilience de la population en république du Congo. L'histoire du pays est celle d'une « liquidation du monde paysan » aux conséquences irréversibles : l'autosuffisance alimentaire est un horizon qui n'est même pas envisagé, la négation de l'agriculture familiale et de la paysannerie par l'Etat s'est traduite par une accentuation des déséquilibres spatiaux (exode rural et concentration urbaine excessive augmentant ainsi le nombre d'actifs non agricoles d'une part, et d'autre part territoires vides et dépourvus d'infrastructures abandonnés par les populations comme par les pouvoirs publics). Au motif que l'espace est vierge et sous-peuplé et que la paysannerie est figée, la république du Congo mise encore aujourd'hui sur des politiques agricoles qui se détournent du monde paysan et confient la sécurité alimentaire à des grandes entreprises agricoles à capitaux étrangers.
- 33 En écartant ses propres ressources humaines et notamment les jeunes, l'Etat ne peut compter de fait sur elles. Or, sans socle local, 7 entreprises étudiées dans l'article, ne parviennent pas à s'implanter durablement dans un système productif agricole intégré. La république du Congo montre un cas extrême où la relation entre population, peuplement et politique agricole dépend d'un Etat défaillant qui compte davantage sur les entreprises privées que sur l'agriculture familiale. L'article met ainsi en évidence le rôle de la population comme un potentiel et le maître d'œuvre majeur de son développement, lorsqu'il n'est pas mis à mal par des acteurs institutionnels et économiques irresponsables.
- 34 Les deux derniers articles mettent en scène le développement d'une agriculture dite marginale, l'une dans la ville de Ziguinchor au Sénégal (**Sécou Omar Diedhiou, Oumar SY et Christine Margetic**), l'autre périurbaine sur l'axe Abidjan-San Pedro en Côte d'Ivoire (**Dabié Nassa et Léopold Akablah**). Dans les deux cas, la population locale enquêtée s'adapte à une pénurie de terres. L'agriculture vivrière sur ces parcelles interstitielles permet à la fois, pour les familles, l'autoconsommation, la diversification des revenus issus de la vente des surplus sur des marchés locaux, et, pour le groupe, le développement de circuits agricoles courts, ainsi que l'entretien et la mise en valeur de terres en friche lorsque les pouvoirs publics font défaut. Cependant, dans les deux cas,

l'exploitation de ces terres, concédée demeure une ressource précaire pour ces populations.

- 35 Même si l'agriculture urbaine et périurbaine approvisionne une bonne partie des marchés de Ziguinchor, elle se trouve en concurrence directe avec le front urbain qui avance, tandis que généralement, les pouvoirs locaux désapprouvent le développement de cette activité.
- 36 Les servitudes des routes relèvent quant à elles du domaine de l'Etat. Elles constituent des réserves foncières pour le déploiement des voies de circulation. Coincées entre les routes et les cultures pérennes de l'agro-industrie (hévée, palmier), ces parcelles linéaires où se développent la polyculture offrent plusieurs avantages. D'un côté, les ouvriers agricoles des entreprises agro-industrielles consomment leurs produits, conformes à leurs habitudes alimentaires, et vendent à des prix attractifs les surplus sur des marchés locaux qui se multiplient au bord des routes. A ce titre, de nouvelles polarités émergent tandis que des circuits courts sont privilégiés. D'un autre côté, pour les entreprises, l'exploitation des parcelles assurent la fixation de leurs ouvriers ainsi que l'entretien des terres qui jouxtent leurs champs alors que l'Etat se désengage.

Conclusion

- 37 Les articles du numéro illustrent la capacité des sociétés à adapter leurs modes de vie, de consommer, d'habiter et d'exploiter face à un facteur de déséquilibre : la croissance de la population. Bien sûr, l'intensification de l'agriculture, la déforestation, l'émigration en sont des conséquences inévitables mais la plupart des auteurs démontrent d'autres marqueurs de résilience que l'on relève dans la modification des rapports sociaux, des structures familiales, dans l'autonomisation des individus et des ménages, dans la diversification des activités avec la marchandisation des échanges.
- 38 Cette résilience faiblit dès qu'un acteur externe imposé à un autre niveau que l'échelle locale interfère : le groupe ou la société ne maîtrise pas les décisions des pouvoirs publics, des entreprises privées, de l'Etat. Les conséquences locales peuvent s'avérer désastreuses et la défiance de la population envers une institution qui est censée la maintenir et la protéger n'en est que plus grande.
- 39 En dépassant les approches opposant Malthus et Boserup et la manière de questionner l'équilibre entre population et agriculture, ce numéro montre que, pour résoudre la question de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, c'est le rapport entre la société et l'institution, l'Etat ou l'entreprise, qui est à mettre en cause.

BIBLIOGRAPHIE

AFRICAPOLIS, 2009, Dynamique de l'urbanisation de 1950 à 2020 : approche geo-statique Afrique de l'Ouest, AFD, 124 p.

- BENOIT-CATTIN M, B. DORIN, 2012, Disponibilité alimentaire et productivité agricole en Afrique Subsaharienne. Une approche dynamique comparative (1961-2003), *Cahiers Agric*, vol.21, pp. 337-347
- BOSERUP E., 1981, *Population and Technological Change. A study of Long-Term Trends*, The University of Chicago Press, 260 p.
- CAMBREZY L, G. SANGLI, 2001, Les effets géographiques de l'accroissement de la population en milieu rural africain : l'exemple du sud-ouest du Burkina-Faso, *CFC*, n°207, pp. 75-93
- CHALEARD J.L, DUBRESSON A., 1989, *Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire*, in Antheaume Benoît (ed.), Blanc-Pamard C. (ed.), Chaléard J.L. (ed.), Dubresson Alain (ed.), Lassailly-Jacob V. (ed.), Marchal Jean-Yves (ed.), Pillet-Schwartz A.M. (ed.), Pourtier R. (ed.), Raison Jean-Pierre (ed.), Sevin Olivier (ed.), Pinton F. (coord.) *Tropiques : lieux et liens : florilège offert à Paul Pelissier et Gilles Sautter*, Paris : ORSTOM, p. 277-290
- DUBRESSON A, RAISON J.P, 1998 *L'Afrique subsaharienne ; une géographie du changement*. Paris. A. Colin. coll. U. 248 p.
- DURY S. I. BOCOUM, 2012, Le "paradoxe de Sikasso (Mali) : pourquoi "produire plus" ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs?, in *Cahiers Agricultures* "la sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités, Vol.21 n°5, pp. 324-336
- JANIN P., 2008, *L'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : cadres politiques et options techniques pour l'action*, 32 p.
- MALTHUS T.R., 1963, *Essai sur le principe de population*, Paris, Editions Gonthier, 236 p.
- MORICONI-EBRARD F, F. GIRAUT, 1991, La densification du semis de petites villes en Afrique de l'Ouest, *Mappemonde* 4/91, pp. 12-16
- NEPAD, 2009, Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), Pilier III, Cadre de sécurité alimentaire africaine (FAFS), Nepad, 54 p.
- OCDE, CSAO, 2012, Peuplement, marché et sécurité alimentaire, *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, 207 p.
- RATON G., 2013, *Urban-rural linkages in West Africa fostering densification*, In: *A new emerging rural world: an overview of rural change in Africa*. Atlas for the NEPAD Rural Futures Programme, B. Losch, G. Magrin, J. Imbernon (Eds.). Montpellier: Cirad, 38-39, <http://publications.cirad.fr/auteur.php?mat=6145>
- TOUZARD JM, TEMPLE L., 2012, Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche? Une revue de la littérature, *Cahiers Agricultures* 21, pp. 293-301
- SAUTTER G., 1966, *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*, République du Congo, République gabonaise. (Vol. 1-2). Paris, Mouton, Impr. nationale, 1102 p.

AUTEURS

CATHY CHATEL

Ingénieur de recherche CESSMA, Pôle Image, Université Paris Diderot
 chatelcathy@yahoo.fr

GWENAËLLE RATON

Chargée de recherche IFSTTAR / AME / Laboratoire SPLOTT

Gwenaelle.raton@ifsttar.fr